

cherait d'emprunter suffisamment pour financer ses opérations futures.

À partir des capitaux nécessaires au financement de la première grosse acquisition de Petro-Canada, à savoir l'achat des actifs d'Atlantic-Richfield Canada pour la somme de 324,4 millions de dollars en 1976, le gouvernement canadien a investi, au total, des capitaux de 4 milliards de dollars dans cette compagnie. L'an dernier, on a ramené la valeur de ces capitaux propres à 2,8 milliards de dollars en adoptant une méthodologie comptable qui faisait l'affaire des intéressés. Et en cours de route, Petro-Canada a contracté une dette à long terme d'environ 1,2 milliard de dollars, dont moins de la moitié arrivera à échéance avant l'an 2 000, en plus d'une autre dette d'environ 1 milliard de dollars.

Petro-Canada avait déclaré, en tout, un actif de 8,6 milliards de dollars en 1988, mais en utilisant la même opération comptable qui avait entraîné la diminution de 30 p. 100 de l'avoir du gouvernement, dont je viens de parler, on a ramené la valeur de son actif à 6,8 milliards en 1989, en prévision de la privatisation.

Par conséquent, nous devons répondre à la question suivante: Petro-Canada est-elle vraiment criblée de dettes au point de ne plus pouvoir emprunter? La réponse est non. D'ailleurs, sa dette à long terme de 1,2 milliard de dollars se compare avantageusement à celles de 3,8, de 2,2 et de 3,6 milliards respectivement de pétrolières réputées comme Imperial Oil, TransCanada PipeLines Limited et Nova Corporation de l'Alberta.

En fait, monsieur le Président, le ratio d'endettement à long terme de Petro-Canada est de 1 sur 2,2, un rapport bien inférieur aux normes de l'industrie. Beaucoup d'entreprises industrielles ont un ratio d'endettement semblable ou supérieur à celui de Petro-Canada. Avec des ratios d'endettement à long terme respectivement de 1 sur 3, de 1 sur 1,5, de 1 sur 1,2, de 1 sur 2,9 et de 1 sur 4,1, des compagnies comme Canadian Occidental Petroleum Limited, Alberta Energy Company Limited, Norcen Energy Resources, Total Petroleum North American Limited et Pan-Canadian Petroleum Limited demeurent des intervenants actifs au sein de cette industrie, et elles ont toutes un ratio d'endettement à long terme comparable ou supérieur à celui de Petro-Canada. Au demeurant, les deux multinationales les plus anciennes et les mieux établies au Canada dans ce secteur, Shell Canada et Imperial Oil, ont des ratios d'endettement à long terme respectifs de 1 sur 3,4, à peine moins que Petro-Canada, et de 1 sur 1,9, ce qui est considérablement plus que notre société.

Pour couper court aux objections futiles qui pourraient venir d'en face, j'ai tenu compte de toute la gamme des méthodes comptables dans ces exemples. De toute façon, le choix des méthodes comptables semble répondre davantage à des considérations relevant de l'opportunisme

### Initiatives ministérielles

et intéressées qu'à un souci de clarté, c'est le moins que l'on puisse dire, monsieur le Président.

Donc, compte tenu de ces chiffres démontrant la santé financière relative de Petro-Canada, nous n'avons pas été étonnés qu'en décembre dernier, l'agence de cotation newyorkaise bien connue Moody's Investor Services Incorporated accorde une cote triple A à Petro-Canada pour des titres d'emprunt tout juste déposés. Comme le faisait remarquer le *Toronto Star*, une telle cote, très légèrement inférieure à la plus haute cote des créances du gouvernement fédéral, laisse supposer un fort pouvoir d'emprunt. Tout à fait.

Peu importe les critères utilisés, il semble que Petro-Canada pourrait s'endetter beaucoup plus qu'elle ne l'est en ce moment tout en demeurant un acteur sain et vigoureux sur la scène pétrolière canadienne. En fait, comme le démontrent les cotes Moody's, une entreprise, en étant dans le secteur public, peut s'endetter davantage que si elle était dans le secteur privé, en raison des coûts inférieurs des services, ce qui s'explique par son statut de société d'État soutenue par le Trésor fédéral.

D'accord, mais quel est l'autre côté de la médaille de la capitalisation? Qu'en sera-t-il de tout cet argent qui sera tiré de l'émission monstre d'actions de Petro-Canada? Désolé, mais à moins que le gouvernement fédéral soit prêt à se contenter de donner de l'argent à l'entreprise en continuant de réinvestir les profits de la vente d'actions dans Petro-Canada, Petro-Canada ne touchera pas un sou. Les contribuables canadiens, selon les estimations que vous utilisez, ont injecté entre six et 10 milliards de dollars dans Petro-Canada depuis sa création. D'après le bilan, après tous ces investissements, nous n'avons que 2,8 milliards de dollars de capitaux propres dans l'entreprise. Que Dieu vienne en aide à ce gouvernement qui essaie d'obtenir sur le marché nettement moins que la valeur nette de l'entreprise qui s'établit entre 4 et 4,5 milliards de dollars.

• (1700)

Nous le savons, le gouvernement se prépare apparemment à remettre à la société les profits de la première émission d'actions, soit 15 p. 100 du total, c'est-à-dire entre 500 et 700 millions de dollars. Si, monsieur le Président, le gouvernement pousse une telle générosité plus loin, surtout au moment où il réduit les budgets des soins de santé, de l'éducation et des services sociaux sous prétexte d'une sainte croisade financière contre le déficit, on peut présumer qu'il s'expose à de graves difficultés politiques. Ainsi, les marchés boursiers des ressources énergétiques se verront dans l'obligation d'éponger une émission ultérieure d'actions dont la valeur se situe entre 3 et 3,5 milliards de dollars, argent qui devra retourner dans les coffres du Trésor fédéral avant que Petro-Canada ne puisse s'approprier un seul dollar.